



# La liberté de la presse gravement mise en cause par l'armée israélienne : deux journalistes de l'AFP agressés à Naplouse

28 septembre 2015

Communiqués de presse

[Fédération internationale des journalistes]

La liberté de la presse gravement mise en cause par l'armée israélienne : deux journalistes de l'AFP agressés à Naplouse

La Fédération internationale des journalistes (FIJ) et ses affiliés palestiniens (Palestinian Journalists' Syndicate, PJS), italien (Federazione Nazionale della Stampa Italiana, FNSI) et français (SNJ, SNJ-CGT, CFDT Journalistes), dénoncent avec force l'agression sauvage contre deux confrères de l'AFP à Naplouse et exigent que soit mis un terme à l'impunité dont jouit l'armée israélienne pour mettre en cause la liberté de l'information.

Andrea Bernardi, vidéaste italien de l'Agence France-Presse (AFP), et son confrère photographe, Abbas Momani, palestinien, tous deux clairement identifiés comme journalistes, ont été agressés violemment par des soldats israéliens à Beit Furik, près de Naplouse, lors de heurts entre l'armée et des manifestants palestiniens. Les soldats israéliens qui, visiblement, n'ont pas supporté que des journalistes soient témoins de la répression de la manifestation s'en sont pris à eux violemment, les jetant à terre, brisant un appareil photo et une caméra et confisquant leur matériel.

Le président du PJS, Abdel Nasser Najjar, également membre du comité exécutif de la FIJ, a dénoncé l'agression, condamnant la brutalité des soldats comme « une nouvelle preuve des agressions du gouvernement israélien à l'encontre des journalistes étrangers et les locaux qui ont pour but de masquer les atrocités perpétrées par les autorités israéliennes à l'égard des palestiniens ».

Franco Siddi, membre italien du comité exécutif de la FIJ a déclaré pour sa part : « Ces agressions sont inacceptables et très graves. Les journalistes sont témoins de la vérité. L'attaque des militaires israéliens est encore plus grave parce que les forces armées doivent respecter des règles, l'une d'entre elles étant de ne pas frapper les civils, dont les journalistes à qui l'on reconnaît une protection supplémentaire ».

Les syndicats français font leurs déclarations de l'Association de la presse étrangère (FPA), à Jérusalem, qui a dénoncé « l'attitude déplorable » des soldats israéliens ajoutant que : « Si tout cela n'avait pas été capturé sur vidéo, il ne se serait rien passé ».

« Il y a 15 jours, au moins dix journalistes palestiniens ont été blessés par des soldats qui les ont frappés et ont endommagé leurs équipements pour les empêcher de tourner », a indiqué le président de la FIJ Jim Boumelha. « Aucune action n'a été prise par leur hiérarchie. Cette fois, l'armée a annoncé des mesures disciplinaires à l'encontre des soldats. Serait-ce une percée pour en finir avec l'impunité, tel que nous l'exigeons ? »

La FIJ et ses affiliés apportent leur soutien à leurs confrères de l'AFP. Ils réclament qu'une enquête soit menée contre les méthodes de l'armée, et que les coupables de ces ordres au plus haut niveau soient punis. Les syndicats et la FIJ exigent enfin la fin de l'impunité pour les responsables de ces exactions et que leurs confrères et consœurs palestiniennes aient une réelle liberté de circuler et d'informer.

Voir la vidéo sur le site de la FIJ.

Bruxelles, le 28 Septembre 2015.

- Emplacement : ré-agir ensemble > Mobilisations et actualités > Actualités >

- Adresse de cet article :

<https://solidaires.org/La-liberte-de-la-presse-gravement-mise-en-cause-par-l-039-armee-israelienne-1935>